



Votez Engagé·es : liste CGT et sympathisant·es pour une université ouverte, démocratique et collégiale

Profession de foi – collège doctorant·es

Les élections aux conseils centraux auront lieu du 4 au 6 avril 2023. La **liste CGT et sympathisant·es** réunit des doctorant·es de disciplines différentes, avec ou sans contrat, syndiqué·es et non syndiqué·es, partageant une plateforme commune pour **la défense des droits et des conditions de travail** des doctorant·es, un **système public d'enseignement supérieur et de recherche de qualité** avec les moyens humains et financiers à la hauteur de ses missions, une **communauté universitaire inclusive et égalitaire** ainsi qu'une **recherche libre et émancipatrice**.

Lutter contre la précarité des doctorant·es

En tant que doctorant·es, nous sommes des travailleur·ses de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). Et pourtant, nous ne sommes pas toujours reconnu·es comme tel·les. Nous sommes exploité·es et souvent précarisé·es, soumis·es à des conditions de travail difficiles, des salaires insuffisants et, dans de nombreux cas, obligé·es de travailler gratuitement et sans contrat. Il est temps de reconnaître le travail essentiel des doctorant·es, sans distinction de statut. Nous devons agir pour faire entendre notre voix collective et défendre les droits des doctorant·es en tant que travailleur·ses.

Les transformations récentes de la recherche en France, impulsées par des lois comme la loi LRU, la loi Fioraso et la loi de programmation de la recherche, ne cessent de dégrader nos conditions de travail. Les universités organisent désormais la précarité en multipliant les contrats à durée déterminée et insuffisamment rémunérés. Le recours massif aux vacataires précaires pour assurer les cours est devenu la règle. De plus, les doctorant·es sont souvent privé·es de bureaux, du matériel et des finances nécessaires à leurs travaux de recherche. Les conditions de réalisation de la thèse se durcissent avec des refus de réinscription et la multiplication des tâches annexes à la recherche. Le temps qui reste alors aux doctorant·es pour effectuer leurs recherches est ridicule, d'autant plus quand on pense à la temporalité spécifique de la réflexion et de la production de savoir en sciences humaines.

Ces dégradations rendent notre travail de recherche extrêmement difficile, dans un contexte de course effrénée aux postes, trop peu nombreux, où il faut ajouter à la recherche, publications, organisations d'événements scientifiques, enseignements et tâches administratives. Elles accentuent par ailleurs notre exposition au harcèlement, aux conflits avec la direction de thèse et contribuent à détourner le Comité de suivi individuel de son rôle premier.

Les conditions dans lesquelles nous sommes contraint·es de travailler combinées à la précarité économique et sociale ainsi qu'à la pénurie de postes et de financements créent un

climat de compétition accentuée et de conflits. En somme, une guerre de tou·tes contre tou·tes. Cela engendre des souffrances psychologiques, un isolement social, une profonde solitude et une forte aliénation qui ont des conséquences néfastes sur le bien-être, la santé mentale et l'équilibre vie professionnelle-vie personnelle des doctorant·es.

Lutter pour une recherche autonome au service de la connaissance et de l'émancipation

Depuis une dizaine d'années, force est de constater que la recherche en France se voit de plus en plus directement assujettie aux intérêts du patronat. Les formations, la recherche et les politiques scientifiques des universités sont désormais subordonnées à la « morne contrainte » des impératifs de la rentabilité, de la productivité et de la marchandisation. La présence de « personnalités extérieures », issues de la direction d'entreprise ou des collectivités locales, au sein des instances universitaires qui définissent les orientations et politiques de formation et de recherche, en est emblématique à plus d'un titre.

Nous refusons catégoriquement que la recherche se définisse en fonction de son potentiel de rentabilité. À l'inverse, nous défendons un système public d'enseignement supérieur et de recherche de qualité au sein duquel tous les membres de la communauté universitaire prennent part activement à la conception et à la mise en œuvre de politiques de formation et de recherche sans ingérence des représentant·es du CAC 40 et du gouvernement. En clair, nous revendiquons une recherche élaborée en toute autonomie et de manière démocratique par celles et ceux qui la mènent au quotidien et au service de l'élévation des consciences, de l'émancipation individuelle et collective et de la transformation de la société.

Lutter pour une communauté universitaire inclusive et égalitaire

Il va sans dire que le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche reproduit en son sein l'exploitation et les oppressions qui traversent la société dans laquelle nous vivons. Au quotidien, les doctorant·es comme les étudiant·es, les personnels et les enseignant·es-chercheur·ses sont confronté·es à des propos et actes discriminatoires, voire à des violences, en raison de leur origine, de leur classe sociale, de leur identité de genre, de leur sexualité, de leur âge, de leur apparence physique, de leur situation de handicap, entre autres. Pour que notre communauté soit plus inclusive et plus égalitaire, la lutte contre toutes les formes de discrimination est essentielle.

Pour **faire entendre votre voix** à la Sorbonne Nouvelle, pour **défendre vos droits et conditions de travail**, pour **défendre une recherche émancipatrice**, pour **défendre une communauté universitaire inclusive et égalitaire**, votez les **4, 5 et 6 avril prochains** pour la liste **Engagé·es : Liste CGT et sympathisant·es pour une université ouverte, démocratique et collégiale !**

Avec vous, la liste **CGT et sympathisant·es de la Sorbonne Nouvelle** défend vos conditions de travail, une communauté universitaire démocratique et inclusive ainsi qu'une recherche libre et émancipatrice en revendiquant :

Pour le doctorat

- La reconnaissance des recherches doctorales comme un travail
- Le financement de tou·tes les doctorant·es pendant la durée de leur thèse
- La fin de l'opacité du recrutement des doctorant·es contractuel·les
- L'augmentation du nombre de contrats doctoraux mis au concours dans les écoles doctorales et de leur durée et leur financement public pour les faire échapper à la logique marchande
- L'exonération des frais d'inscription pour tou·tes les doctorant·es, financé·es ou non, qui enseignent ou non
- Des alternatives au face-à-face potentiellement pathogène entre le ou la doctorant·e et la directrice ou le directeur de thèse
- La mise en place d'un groupe de travail pour élaborer des mesures concrètes favorisant le bien-être et la santé mentale des doctorant·es
- La prise en charge financière par l'université des frais nécessaires pour la réalisation et la diffusion des recherches de thèse dans de bonnes conditions

Pour les salaires

- La mise en place effective du paiement à la fin de chaque mois des heures de vacances, et une communication claire et efficace de la procédure à suivre dès le recrutement
- Une augmentation du tarif de l'heure de TD payée actuellement sous le SMIC
- La prise en compte dans le calcul de la retraite de l'intégralité des années de thèse effectuées
- L'augmentation générale de la rémunération des doctorants contractuels, des ATER et post-docs
- Le paiement des heures de TP au niveau des heures de TD

Pour les conditions de travail

- La mise à disposition du matériel nécessaire à un travail de recherche de qualité - équipement informatique, espaces de travail, etc.
- Le respect des droits des doctorant·es contractuel·les, ATER, post-docs en matière de temps de travail et d'obligations de service
- L'augmentation du nombre de postes de chercheurs ou enseignants/chercheurs titulaires pour soustraire les docteur·es à la précarité et au chômage

Pour une université publique, démocratique, inclusive et au service de l'émancipation

- Le retour aux financements récurrents, les financements par contrat de recherche imposant l'embauche de précaires en lieu et place de titulaires
- La consultation de l'ensemble de la communauté universitaire par le biais d'assemblées générales, pour qu'elle puisse véritablement prendre une part active aux choix des orientations de l'université
- Une recherche non assujettie à la logique marchande qui contribue activement à l'élévation des consciences, à l'émancipation collective et à la transformation sociale
- Le retrait des « personnalités extérieures » représentant le patronat des instances universitaires chargées de définir les orientations et politiques de l'enseignement et de la recherche
- La mise en place d'une instance dédiée à la prise en charge des violences sexistes et sexuelles subies au sein de l'université, avec les moyens humains et financiers adéquats
- La mise en place de groupes de travail associant doctorant·es, personnels, étudiant·es et enseignant-chercheur·es pour élaborer des mesures concrètes contre les discriminations racistes, sexistes, LGBTQIA+phobes, classistes, âgistes ou encore validistes
- Le respect des libertés syndicales et politiques ainsi que du droit de grève et de réunion

Nous nous engageons à vous rendre compte des débats et des décisions prises et à vous consulter sur les sujets traités dans les instances.

Et après avoir voté ? Contactez-nous et rejoignez la lutte !

E-mail : doctorant.es@cgtferscsup-sorbonnenouvelle.org

Twitter : @DoctorantCgtSup

Mastodon : [@DoctorantCgtSup@sciences.re](https://sciences.re/@DoctorantCgtSup)